MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Direction générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMERIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 10 Octobre – 17 Novembre 2022

## En bref

**L'Institut mexicain des cadres financiers (IMEF) améliore sa projection de croissance pour le Mexique, de 1,9 % à 2,5 % pour 2022. L'organisme justifie cette estimation à la hausse par les résultats encourageants de l'économie mexicaine ces derniers mois. Toutefois, l'estimation de 2023 enregistre une légère détérioration, de 1,2 % à 1,1 %, avec des risques orientés à la baisse, en raison d'un risque notable pour les finances publiques. L'IMEF souligne notamment l'absence de marge de manœuvre budgétaire alors que le budget fédéral repose sur des hypothèses macroéconomiques très optimistes. Le gouvernement prévoit notamment une augmentation des dépenses publiques de 11,6 % par rapport à ce qui avait été approuvé en 2022 qui seraient compensées par une surestimation des recettes fédérales, selon le Comité national des études économiques.**

**LE CHIFFRE À RETENIR**

**2,5 %**

Prévision de croissance du PIB pour 2022 de l'Institut mexicain des cadres financiers (IMEF).

## Zoom sur

**Les augmentations successives des taux directeurs en 2022 (de 0 % à 3,75 %) par la Réserve fédérale américaine afin de lutter activement contre une inflation galopante aurait plusieurs conséquences directes sur les économies centroaméricaines : (i) la hausse de leurs propres taux directeurs (affectant la croissance) ; (ii) l'alourdissement du poids de la dette qui augmente le risque de défaut de pays comme El Salvador (dont la dette publique atteint 82 % du PIB) ; et (iii) la réduction possible des transferts de fonds (*remesas*) en provenance des Etats-Unis, alors qu'elles contribuent à hauteur de 26 % du PIB d'El Salvador et du Honduras, de 18 % au PIB du Guatemala et de 15% au PIB du Nicaragua.**

# Mexique

## 1. ECONOMIE

**Selon Barclays, la reprise post-pandémique dynamique du Mexique touche à sa fin.** En effet, selon le rapport du cabinet, la croissance du PIB devrait ralentir d'ici 2023, en raison du ralentissement de la demande mondiale et du resserrement de la politique monétaire. Barclays prévoit une croissance du PIB de 2,5 % en 2022 pour le Mexique, qui ralentira en 2023 à 0,9 % avant de s'améliorer en 2024 et d'atteindre 2,3 %.

**Au cours du mois d'octobre, le panier alimentaire de base a enregistré une augmentation de 9,01 % (g.a).** L'inflation énergétique n'a pas connu d'accélération notable au Mexique grâce aux stimuli fiscaux mis en place par le gouvernement. Toutefois, les produits agricoles et produits alimentaires transformés exercent une pression importante sur les niveaux d'inflation dans le pays. Ce qui se reflète dans le niveau de prix du panier alimentaire de base qui a enregistré une hausse de +9,01 % (g.a), supérieure au niveau d'inflation général enregistré au Mexique en octobre 2022 (+8,41 % g.a).

**La Banque Centrale mexicaine (Banxico) a ajusté « marginalement à la baisse » ses prévisions d'inflation pour 2022 et a revu « légèrement à la hausse » ses prévisions d'inflation de base.** Selon Banxico, l'inflation devrait finalement atteindre 8,3 % à la fin de l'année, soit une diminution de 0,3 point par rapport aux estimations de septembre. En outre, le pic d'inflation globale aurait été atteint au T3 2022, lorsque celle-ci a connu une fluctuation annuelle moyenne de 8,5 %. Ces prévisions révisées de Banxico indiquent que les pressions inflationnistes seraient moins fortes d'ici à la fin de l'année, et ce malgré une accélération prévue de l'inflation de base. En effet, l'inflation de base culminerait au T4 2022 avec une variation annuelle de 8,3 % (contre 8,2 % estimé en septembre). Dans le communiqué annonçant la quatrième hausse consécutive des taux de 75 pdb, Banxico a également revu à la baisse ses projections d'inflation pour le T1 2023, à 7,6 % (contre 7,9 % précédemment). L'inflation de base s'établirait à 7,5 % (g.a) au T1 2023 (contre 7,3 % prévu en septembre). Pour le T2 2023, la prévision d'inflation de Banxico est restée stable à 5,8 % (g.a).

**Selon l'enquête réalisée par Bank of America Securities, 25 % des 31 gestionnaires de fonds d'investissement interrogés s'attendent à ce que le taux d'intérêt de Banxico atteigne entre 11 et 11,5 % à la fin de l'année.** Selon les résultats de l'enquête, les investisseurs situeraient le pic du cycle haussier de la Banque Centrale étatsunienne à 5 %, soit un point au-dessus du niveau actuel, prévoyant ainsi que Banxico suive l'ampleur des hausses de la Fed.

**Selon l'Institut national de la statistique et de la géographie (INEGI), l'indice des prix à la production (IPP) a enchaîné cinq mois de décélération et a atteint 7,20 % en octobre 2022, soit son niveau le plus bas depuis septembre 2021.** Ce chiffre représente une baisse mensuelle considérable, puisqu'en septembre 2022, les producteurs avaient dû faire face à une hausse annuelle des prix de 8,71 %. Selon l'INEGI, la modération de l'inflation des prix à la production s'explique par une base comparative élevée et à la poursuite de la basse du prix de certains métaux et des coûts logistiques, qui a compensé le rebond des prix du pétrole. Dans son rapport, l'INEGI souligne que les producteurs du secteur primaire ont connu les plus fortes hausses de prix en octobre, avec +14,3 (g.a). Les activités secondaires ont enregistré une inflation de +7,4 % (g.a), avec notamment une accélération de +11,14 % (g.a) dans l'industrie de la construction et de +7,34 % dans le secteur manufacturier. Enfin, les services ont affiché une inflation annuelle de +5,61 %, avec une accélération de 12,26 % des prix à la production pour les services d'hébergement temporaire. A l'extrême, les services d'information des médias ont enregistré une baisse de 0,77 % des prix à la production.

**Le peso mexicain (MXN) s'est légèrement apprécié face au dollar américain (USD) après**

**l'annonce de la hausse de 75 points de base du taux d'intérêt de Banxico.** Avant l'annonce, l'USD s'échangeait à 19,43 MXN soit une hausse de 0,91 %. A noter que l'inflation étatsunienne en octobre était de 7,7 %, alors que les marchés s'attendaient à un taux de 8 %. Après la communication de la décision de Banxico, le MXN a gagné 0,32 % face à l'USD, le dollar interbancaire clôturant à 19,36 unités, soit le niveau le plus bas depuis février 2020, montrant la résilience du peso mexicain.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

**Le budget pour 2023, approuvé par la Chambre des députés, prévoit une hausse de 19,7 % des dépenses sociales par rapport au budget 2022.** Le poste des pensions de retraite enregistre la hausse la plus importante, avec +36,6 %, par rapport à ce qui avait été approuvé pour 2022. Le Président AMLO avait notamment annoncé en septembre l'augmentation de 25 % des pensions de retraite en 2023 et en 2024, avec une actualisation du budget du gouvernement fédéral pour ce poste de dépense en fonction de l'inflation. Quant aux dépenses relatives aux pensions du programme Sembrando Viva (luttant contre la pauvreté en zone rural et la dégradation de l'environnement) et celles à destination des personnes handicapées, elles devraient augmenter respectivement de 20,3 % et 16,4 % par rapport à ce qui avait été approuvé pour 2022.

## 3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

**Le Mexique dispose de deux annexes transversales dans le projet de budget des dépenses fédérales pour 2023, représentant 0,6 % du PIB destinés au Train Maya et à l'entreprise nationale d'électricité (CFE), pour faire face à la crise climatique.** Il s'agit des « Ressources pour l'adaptation aux effets du changement climatique et leur atténuation » et de la « Stratégie de transition pour promouvoir l'utilisation de technologies et de carburant plus propres ». Ces deux postes représenteraient 0,6 % du PIB de 2023, soit une hausse de 146,1 % par rapport à ce qui avait été approuvé en 2022. Près de 52 % des ressources de l'annexe sur le changement climatique sont destinées au Train Maya, ce qui semble peu cohérent avec une politique anti-crise climatique étant donné que ce projet favoriserait le transport de masse et devrait avoir un impact significatif négatif sur l'environnement. Concernant la seconde annexe sur la transition, 92 % des ressources sont concentrées dans des projets d'infrastructure électrique de l'entreprise nationale d'électricité (CFE).

## 4. Indicateurs Change, Bourse et Pétrole

| Indicateurs | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | Niveau le 17/11 |
|---|---|---|---|
| Bourse (IPC) | 1,98% | -3,01% | 51 544,94 points |
| Change USD/MXN | -0,87% | -6,56% | 19,41 |
| Change EUR/MXN | 2,65% | -14,84% | 20,12 |
| Prix du baril mexicain | -3,12% | 4,78% | 80,19 |

# Amérique centrale

**Institutions publiques et organisations privées se sont réunies pour faire le point sur les avancées et les défis de l'intégration régionale.** Le forum « Facilitación del comercio: la ruta de la reactivación », organisé par la Banque Mondiale, la SIECA et le COMIECO s'est tenu dans la ville d'Antigua au Guatemala le 11 novembre dernier. Parmi les principales avancées présentées figurent (i) l'harmonisation des tarifs extérieurs communs à hauteur de 94 %, (ii) le libre-échange intrarégional (à l'exception de deux produits uniquement), et (iii) les accords de libre-échange

en cours de négociation entre l'Amérique centrale et le Mexique ainsi que le premier accord inter-régional avec l'Union Européenne. L'existence de réglementations harmonisées dans plusieurs domaines tels que (i) les appellations d'origine, (ii) la protection du commerce et de la concurrence, (iii) le mécanisme de règlement des différends, ainsi que (iv) l'agenda digital commun, a également été rappelée. Cependant, de nombreux efforts restent à fournir pour renforcer l'intégration régionale, notamment au niveau de (i) la réduction du temps de transport des marchandises, (ii) la digitalisation des déclarations et (iii) la réduction des coûts de transports aériens entre autres. Selon l'OMC, la définition d'une nouvelle feuille de route pour améliorer la productivité et la compétitivité permettrait de réduire les coûts de commerce au sein de la région de 15,5 % et d'augmenter les échanges infrarégionaux de 61 %.

**La balance commerciale de la France avec les pays du CA-4 affiche un déficit de 84 M EUR sur les trois premiers trimestres 2022, contre 65 M EUR un an plus tôt.**

| | Exportations | | |
|---|---|---|---|
| | *9 mois 2021* | *9 mois 2022* | *évolution %* |
| Echanges France/Belize | 1 800 613 | 3 423 234 | 90,1 |
| Echanges France/El Salvador | 26 929 036 | 27 608 141 | 2,5 |
| Echanges France/Nicaragua | 7 342 180 | 9 358 526 | 27,5 |
| Echanges France/Honduras | 24 230 767 | 24 478 417 | 1,0 |
| Echanges France/Guatemala | 44 395 331 | 53 841 903 | 21,3 |
| Echanges France/CA-4 | 104 697 927 | 118 710 221 | 13,4 |

Les exportations de la France vers les pays du CA-4 (dont Belize) ont progressé de 13,4 % en g.a. sur les neuf premiers mois de l'année, contre une hausse de 19,3 % pour les importations françaises en provenance de la région. Les exportations de la France ont été essentiellement composées de produits chimiques et pharmaceutiques vers El Salvador, de produits raffinés et machines agricoles vers le Guatemala et de matériel électrique et produits chimiques à destination du Honduras. Les importations étaient pour leurs parts notamment constituées de matériels électriques et produits agricoles en provenance d'El Salvador, de produits agricoles et textiles depuis le Guatemala et de produits agricoles et de la mer s'agissant du Honduras.

| | Importations | | |
|---|---|---|---|
| | *9 mois 2021* | *9 mois 2022* | *évolution %* |
| Echanges France/Belize | 1 561 610 | 2 950 668 | 89,0 |
| Echanges France/El Salvador | 9 350 785 | 12 148 291 | 29,9 |
| Echanges France/Nicaragua | 24 883 797 | 36 164 531 | 45,3 |
| Echanges France/Honduras | 99 569 180 | 108 926 122 | 9,4 |
| Echanges France/Guatemala | 34 366 914 | 42 227 987 | 22,9 |
| Echanges France/CA-4 | 169 732 286 | 202 417 599 | 19,3 |

## 1. GUATEMALA

**Les députés valident un projet de budget de 115 Mds GTQ pour l'exercice 2023.** Equivalent à 14,2 Mds EUR, il a été adopté en augmentation de 1,5 Md GTQ par rapport au budget approuvé par la commission des finances du Congrès le 17 octobre dernier qui lui-même avait été rehaussé de 1,6 Mds GTQ par rapport à la proposition initiale du Ministère des finances. Il s'agit du budget le plus élevé de l'histoire du pays, qui devra cependant être exécuté dans un contexte particulier de transition électorale puisque ce sera la dernière année de mandat du Président Giammattei.

**Le Ministère des communications, infrastructures et du logement lance un appel d'offre pour la construction d'un terminal aéroportuaire de fret à San José, Escuintla.** L'appel d'offre (construction, équipements et signalisation) est disponible à l'adresse : https://www.guatecompras.gt/concursos/consultaConcurso.aspx?nog=18509118&o=5.

**Le taux de sous-alimentation n'a pas présente d'amélioration significative au cours des 10 dernières années.** La diminution de la sous-nutrition chronique a été inférieure à 3 % dans les 114 municipalités prioritaires où se trouve le taux de retard de croissance le plus élevé chez les enfants de moins de 5 ans. Environ 57 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de sous-alimentation au Guatemala en 2022 contre 60,6 % en 2014. Les populations rurales sont les plus touchées (59 %) parmi lesquelles les populations

autochtones, par rapport à celles des régions urbaines (49 %). Les plus affectés sont les enfants âgés de 12 à 47 mois pour lesquels la sous-alimentation affecte 60,6 % à 67,3 % du groupe. Selon les résultats de l'enquête, quatre foyers sur 10 souffrent d'insécurité alimentaire (modérée ou sévère), soit près de 3,2 millions de Guatémaltèques.

## 2. HONDURAS

**Le Honduras dispose de 2,4 Mds USD de crédit pour la mise en œuvre de projets de développement d'infrastructure.** Selon le président de la Banque Centraméricaine pour l'Intégration Economique (BCIE), Dante Mossi, la banque travaille actuellement sur plusieurs projets de développement dans le pays. L'agenda de l'entité multilatérale se concentre actuellement sur les projets de construction de (i) quatre hôpitaux au niveau régional, (ii) d'un laboratoire de biologie moléculaire à l'Université nationale autonome du Honduras (UNAH), et (iii) du barrage hydroélectrique de Tornillito. Le Président a également souligné que la BCIE est en pourparlers avec le ministère de l'énergie pour mettre en place un plan de réduction des pertes de l'entreprise nationale d'énergie (ENEE).

## 3. EL SALVADOR

**L'Assemblée approuve un prêt de 100 M USD de la part de Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour le développement de projets hydrauliques.** Le prêt a été accordé par la BID en septembre dernier pour améliorer les services d'eau et d'assainissement via l'opérateur national de l'eau, l'ANDA. Près d'1,8 million d'habitants de la zone métropolitaine de San Salvador devraient bénéficier de l'amélioration des services de l'eau. La partie nord de la région métropolitaine sera priorisée puisque le réseau y est gravement détérioré et n'a subi aucun travaux de maintenance depuis 1970 (taux de pertes estimé à 64%).

**Le Ministère des finances récupère 131,3 M USD à l'issue d'une opération d'amnistie fiscale.** Avec cette mesure, en vigueur du 24 août au 1er novembre, le Trésor public a accordé aux contribuables le droit de payer leurs impôts dus en un maximum de neuf versements. Le Trésor public, qui prévoyait de récupérer au moins 25 M USD, a annoncé avoir collecté 131,3 M USD. Le ministère des finances, Alejandro Zelaya, a déclaré que les fonds récupérés seront utilisés pour continuer à honorer les obligations de paiement envers les fournisseurs et les investisseurs internationaux, ainsi que compenser certaines dépenses telles que les mesures prises pour contenir les effets de l'inflation sur l'économie.

## 4. NICARAGUA

**Le porte-parole de la Commission européenne dénonce des élections municipales illégitimes et antidémocratiques.** Le 6 novembre dernier, le Front sandiniste pro-gouvernemental a remporté les élections municipales dans 153 municipalités du Nicaragua. Les données officielles du Conseil suprême électoral (CSE) ont présenté un taux de participation de 57,5 % alors que l'observatoire citoyen indépendant Urnas Abiertas a quant à lui enregistré un taux d'abstention de 82,7 %.

**Le FMI a conclu sa mission au titre de l'Article IV.** Si la mission se félicite du rétablissement des indicateurs macroéconomiques après la pandémie, elle note toutefois le besoin de libérer des marges de manœuvre budgétaire en faveur des dépenses sociales, et la nécessité de poursuivre les efforts en matière de transparence des comptes publics et de lutte contre la corruption.

## 5. PANAMA

**La Superintendance des banques du Panama a signalé dans un communiqué que le total des actifs détenus par le Centre bancaire international a dépassé 136,7 Mds USD en septembre 2022, soit 5,5 Mds de plus qu'en septembre 2021.** Cette hausse serait en particulier attribuée à la hausse du total des prêts nets de 14,2 % et à la hausse des investissements.

Ce rapport souligne aussi que la part des crédits modifiés pendant la pandémie est aussi en diminution, elle atteint 3,04 Mds USD contre 12,84 Mds en septembre 2021 et 3,85 Mds USD en juin 2022.

# Caraïbes

## 1. REPUBLIQUE DOMINICAINE

**La République dominicaine occupera l'une des vice-présidences du Réseau des systèmes nationaux d'investissement public d'Amérique latine et des Caraïbes (Réseau SNIP), pour une période de deux ans.** Selon le protocole signé par les membres du Réseau SNIP, après la clôture du dixième séminaire international, qui s'est tenu à Saint-domingue du 3 au 4 novembre, les vice-présidences seront représentées par la République dominicaine et le Honduras. Quant à la présidence du Réseau, elle sera assurée par le Chili, qui sera représenté par le chef de la division de l'évaluation sociale des investissements, José Reyes. Le SNIP est un système administratif de l'État qui, à travers un ensemble de principes, de méthodes, de procédures et de normes techniques, certifie la qualité des projets d'investissement public (PIP).

## 2. CUBA

**Cuba cherche à stimuler le secteur privé.** L'atelier qui avait pour thème : « Rôle du secteur privé dans le développement territorial à Cuba », s'est tenu le 10 novembre dernier à La Havane. L'évènement, organisé par le Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD) et le Ministère cubain de l'économie s'inscrit dans le projet « Impulsa MIPYMES », une initiative gérée par la Plateforme Articulée pour le Développement Intégral Territorial (PADIT). Mise en place en 2012, cette dernière suit un programme axé sur la décentralisation et le développement économique et social des collectivités territoriales à Cuba. Au cours de cet atelier, les discussions ont porté sur le rôle de l'Etat pour favoriser la croissance des entreprises, l'accès au financement pour les PME et la création de chaînes de valeur. Ces échanges ont permis également de tracer les contours d'une feuille de route ayant pour objectif de soutenir les PME. Par ailleurs, le représentant de la Coopération de l'Union Européenne à Cuba a confirmé la disponibilité de financements à hauteur de 14 M EUR, auxquels s'ajouteraient 5 M €, mobilisés exclusivement auprès du secteur privé. Cuba compte aujourd'hui près de 5 600 PME dont à peine 140 intègrent des projets de développement local. Sur les 5 600, seules 28% sont dirigées par des femmes.

## 3. JAMAIQUE

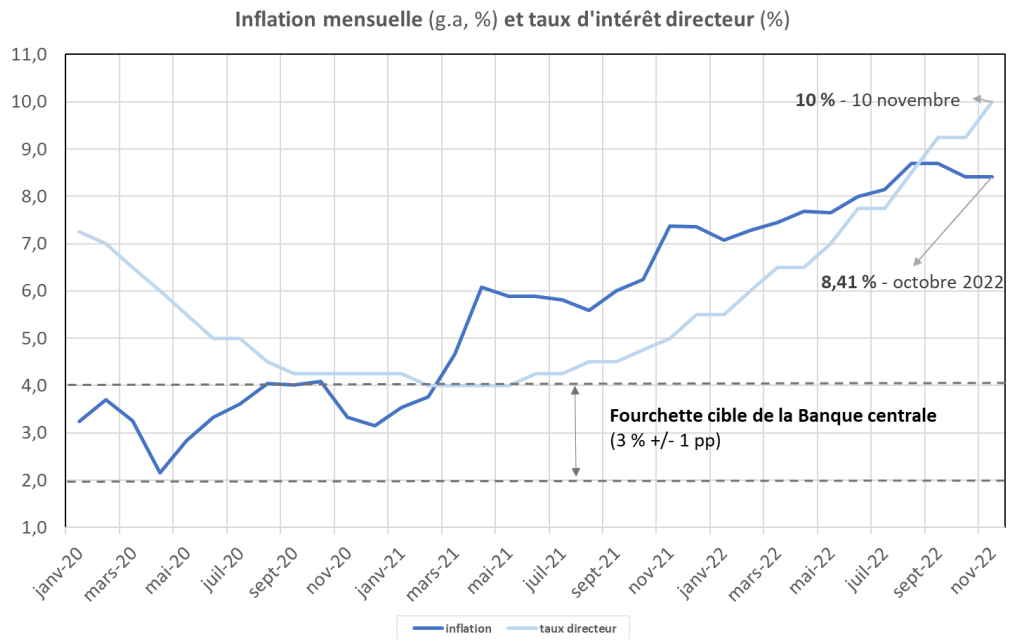
**La Banque Centrale de la Jamaïque a souligné lors de la réunion de son Comité de politique financière que l'économie du pays conservait son dynamisme et que son secteur financier et bancaire restait stable et performant.** En effet, la croissance du PIB au T3 2022 serait de 2,5 à 3,5 % après des niveaux de 6,5 % en mars 2022 et 4,8 % en juin 2022. Le secteur du tourisme serait un des déterminants majeurs du niveau de croissance.

# Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

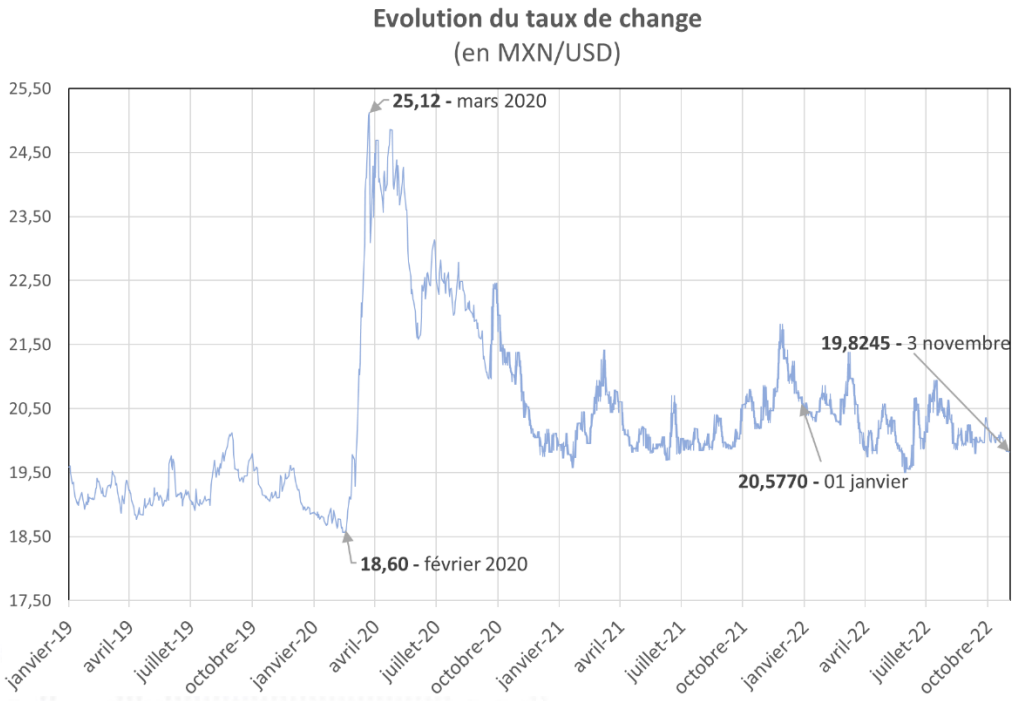
| Pays | Population (millions d'hab., 2022) | Pib réel (Mds USD, 2022) | Croissance du PIB 2019 | Croissance du PIB 2020 | Croissance du PIB 2021 | Prévision FMI 2022 | Prévision FMI 2023 | Dette publique (% PIB, 2022) | Inflation (e.o.p 2022, FMI) | Taux d'intérêt directeur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mexique | 130,118 | 1 424,5 | - 0,2 % | - 8,1 % | + 4,8 % | + 2,1 % | + 1,15 % | 56,8 % | + 8,5 % | 10 % |
| Belize | 0,44 | 2,676 | + 4,5 % | -13,7 % | + 16,3 % | + 3,5 % | + 1,9 % | 76,3 % | + 8 % | 2,25 % |
| Costa Rica | 5,232 | 68,5 | + 2,42 % | - 4,05 % | + 7,8 % | + 3,81 % | + 2,9 % | 67,6 % | + 9,5 % | 9 % |
| Guatemala | 18,713 | 91,32 | + 4 % | - 1,76 % | + 7,98 % | + 3,41 % | + 3,2 % | 30,1 % | + 8,04 % | 3 % |
| Honduras | 10,294 | 30,6 | + 2,65 % | - 8,96 % | + 12,5 % | + 3,4 % | + 3,54 % | 47,6 % | + 11 % | 3 % |
| Nicaragua | 6,612 | 15,7 | - 3,78 % | - 1,8 % | + 10,35 % | + 4 % | + 3 % | 47 % | + 10 % | 5,5 % |
| El Salvador | 6,551 | 31,9 | + 2,44 % | - 8,2 % | + 10,3 % | + 2,64 % | + 1,7 % | 82,6 % | + 6 % | n/a |
| Haïti | 12,065 | 20,2 | - 1,68 % | - 3,34 % | - 1,80 % | -1,2 % | + 0,5 % | 23,1 % | + 31,5 % | 10 % |
| Jamaïque | 2,743 | 16,1 | + 0,97 % | - 10,05 % | + 4,6 % | + 2,81 % | + 3 % | 86,2 % | + 9,5 % | 6,5 % |
| Panama | 4,395 | 71,1 | + 2,98 % | - 17,95 % | + 15,34 % | + 7,52 % | + 4 % | 55,6 % | + 4,4 % | n/a |
| République Dominicaine | 10,632 | 112,4 | + 5,05 % | - 6,72 % | + 12,26 % | + 5,25 % | + 4,5 % | 58,3 % | + 6,9 % | 8 % |
| Cuba | 11,2 | 22,7 | - 0,2 % | - 10,9 % | + 1,3 % | 3,2 % (EIU) | n/a | 168 % (EIU) | + 300 % | n/a |

***Source*** : FMI, World Economic Outlook, Octobre 20

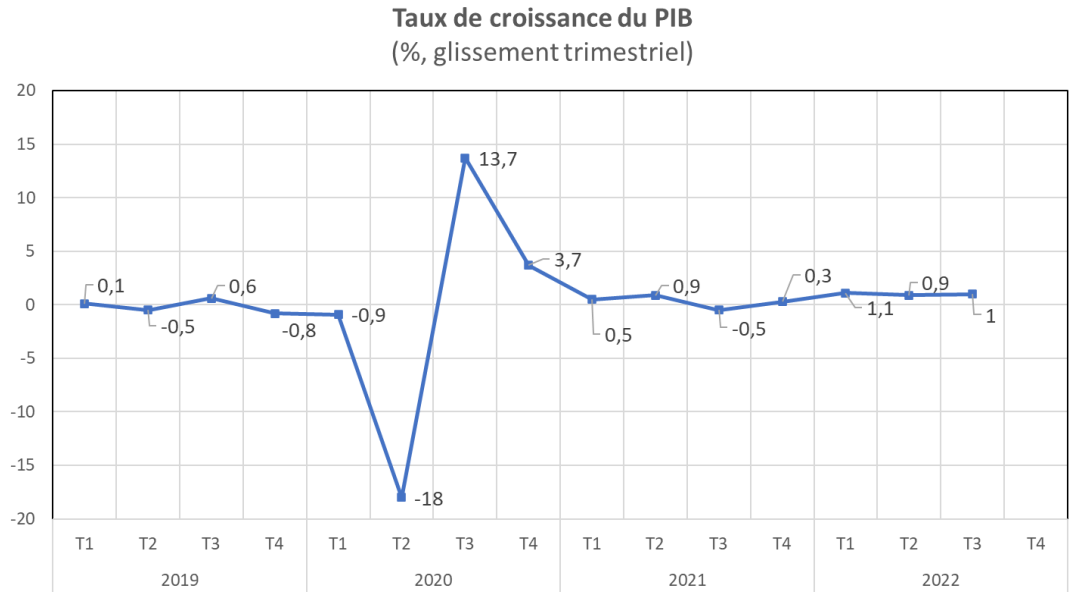
# –Annexe Graphique – Mexique –



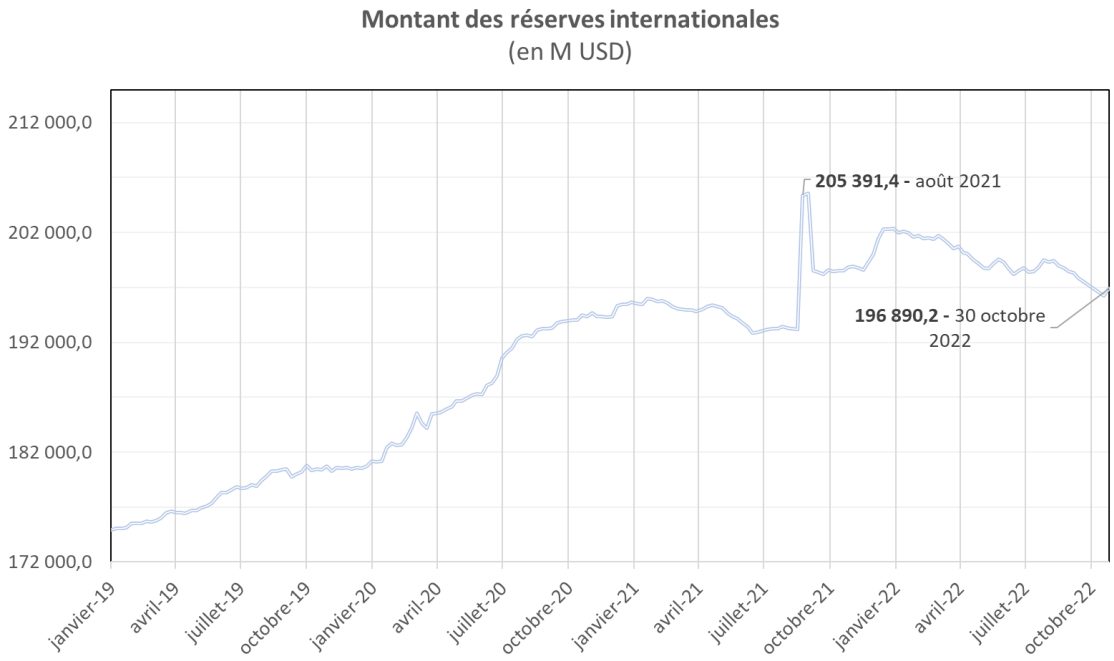

**Source :** Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie




**Source :** Banque centrale du Mexique




**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie




**Source :** Banque centrale du Mexique